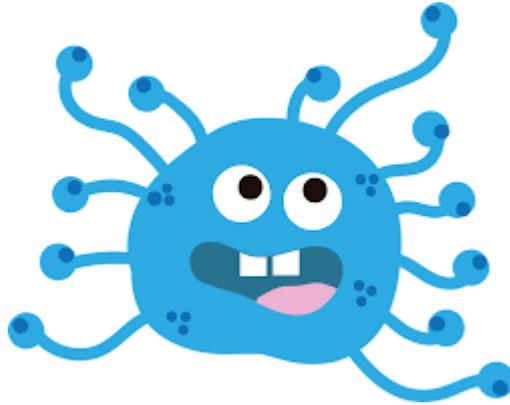


# COVID-19, l'étrange défaite des élites des années 2000, un air de juin 40

Publié le [30 juin 2021](#) par [zevengeur](#)



A de nombreux égards, la gestion calamiteuse de la crise sanitaire de la Covid-19 par le régime Macron est comparable à l'étrange défaite de 1940 [1]. En effet, dans les deux cas la catastrophe fut causée par une erreur totale de doctrine dans les années qui précédèrent l'événement associée à une complète impéritie des responsables politiques et autres élites en charge de sa gestion.

La citation de Marx est alors une fois de plus vérifiée : « *l'histoire ne se répète pas mais elle bégaie* ».

En 2020, dans le rôle de l'armée allemande nous aurons une invasion virale. Celui de l'armée française sera tenu par le personnel soignant sous équipé en protections et munitions ayant vécu au fil des ans la fermeture de nombreuses « casernes » pour raisons d'économies budgétaires par les gouvernements néolibéraux successifs.

Cette nouvelle débâcle se présentera selon une distribution des rôles effectuée avec la composition des élites du moment. Le général Gamelin sera joué par Agnès Buzin, remplacée rapidement en pleine bataille par Olivier Véran, l'alter-égo de Weygan. Le rôle du président Albert Lebrun sera évidemment joué par Emmanuel Macron et celui du général De Gaulle par un certain Didier Raoult !

Une flopée de seconds rôles armés de conflits d'intérêts ou de stupidité ordinaire joueront la collaboration « pétainiste » avec les puissances d'argent ou de pouvoir. En tête de ces derniers, la majeure partie de la presse mainstream mais également des apparatchiks de [la « caste »](#) en responsabilité à [des postes clés du système de santé français](#).

En face, la résistance s'organise rapidement avec une poignée de scientifiques indépendants comme [Didier Raoult](#) déjà cité ou encore [Christian Perrone](#).

En guise de liminaire et avant d'entrer dans le vif du sujet, il est à remarquer que la surmédiatisation de cette crise est à comparer avec la quasi omerta qui règne sur la question du cancer. Une maladie certes non contagieuse mais qui sévit année après année sans jamais régresser et qui est infiniment plus meurtrière que la Covid. En effet, très peu de personnes savent que chaque année [environ 400 000 nouveaux cas](#) de cancer seront diagnostiqués rien qu'en France et qu'approximativement la moitié d'entre-eux sans aucune comorbidité décéderont dans les cinq années qui suivront.

Concernant le SARS-CoV-2, nous sommes en face d'une pandémie due à la mondialisation. Il s'agit d'un virus très contagieux qui peut amener des formes graves dans un faible pourcentage de cas. Cependant, du fait de la contagiosité élevée, le nombre de cas graves nécessitant une hospitalisation voire un placement en réanimation semble relativement important en volume. Ce ressenti est en partie lié au sous-équipement en lits de réanimations.

Associé à cette situation, la létalité du virus concerne principalement une population minoritaire fragile, très âgée ou atteinte de comorbidités, la Covid fait en quelque sorte office de « coup de grâce ».

## Les virus, une histoire ancienne

L'histoire a montré que les épidémies graves sont des phénomènes récurrents mais dont on ne peut prévoir les dates d'apparitions comme en témoignent [les plus récentes](#).

Le cas du virus de la grippe est emblématique car en temps normal sa pathologie est relativement bénigne même si elle induit quelques milliers de décès annuels sur les populations fragiles. Chaque année, ce virus subit cependant des mutations qui vont le rendre plus ou moins agressif. Il arrive parfois qu'un variant devienne très dangereux, citons la grippe espagnole en 1918, asiatique en 1957 et Hong Kong en 1968. La grippe ordinaire présente cependant l'avantage d'être prévisible puisqu'elle réapparaît chaque année. Son principal risque connu provient de l'évolution du génome du virus qui peut un jour conduire à une mutation majeure potentiellement très agressive.

La famille des coronavirus connue depuis longtemps présente un comportement assez similaire, des [signaux d'alertes sérieux](#) avaient été émis depuis plusieurs années sur ces derniers.

Puisque l'on ne sait pas prévoir la date des épidémies, il faut être prêt en permanence à prendre des mesures généralisées pour freiner leur potentielle propagation, cela s'appelle la proactivité qui est de la responsabilité de l'état.

Ces éléments connus depuis longtemps en disent long sur l'aveuglement de nos dirigeants successifs court-termistes qui les ont ignorés sciemment. Pour des raisons idéologiques, ces derniers n'ont pas hésité à favoriser la délocalisation des industries stratégiques en particulier celle de la santé ainsi que la paupérisation du système hospitalier national.

Jusqu'au milieu des années 80, ce dernier était l'un des meilleurs du monde jusqu'à ce que le virage néolibéral de 1983 nous conduise à des décennies d'austérité qui le mirent au tapis, cette question sera reprise plus loin.

## Le virus frappe la Chine, elle réagit vite et fort

Les premières alertes sérieuses arrivèrent de Chine dès la fin 2019. Après une grave erreur initiale avec le muselage d'un [médecin lanceur d'alerte](#), les autorités chinoises avec seulement 400 cas prouvés au 23 janvier prirent très rapidement conscience du problème puis des [mesures drastiques](#) pour contenir l'épidémie. Cette dernière était principalement localisée dans la province de [Hubei](#) avec ses 58 millions d'habitants.

Renforcement immédiat des capacités de productions sanitaires, confinement localisé, port du masque, fermeture des frontières, tests de dépistages massifs, mise en quarantaine des personnes touchées, etc. Mesures très réactives et très fortes décidées en Chine que la France n'a jamais prises ouvrant la porte à la prolifération du virus sur son sol.

En Chine, après environ deux mois d'efforts intenses, la pandémie fut maîtrisée et les mesures de confinements localisés et intelligents seront [levées dès le 08 avril 2020](#), le bilan officiel provisoire pour un pays de 1.4 Milliards d'habitants se chiffrera à un peu plus de 3000 morts, même si l'on peut gloser sur le nombre réel avec d'éventuels mensonges d'état dont la Chine est très certainement loin d'avoir le monopole. L'activité économique du pays sera largement moins impactée que dans ceux qui finiront par imposer à la suite d'erreurs successives un confinement total du pays, France en tête.

Les pays qui n'ont presque pas eu de cas ont fermé leurs frontières très tôt ([article en anglais](#)) ou soigné leurs malades ([article en anglais](#)) en les isolants pour éviter qu'ils ne contaminent.

Le [cas emblématique de la Corée du sud](#) mérite également d'être rapporté car ce pays d'une démographie comparable à la France a réussi à son tour à inverser la courbe de progression de l'épidémie sans confiner l'ensemble de la population avec un principe très simple « Tester, Tracer, Isoler », signalons également la [transparence totale du gouvernement coréen](#) sur la gestion de crise qui induisit la confiance de la population envers les mesures décidées par ce dernier.

La chronologie française résume à elle seule la faillite du gouvernement qui a débuté par une totale ignorance des événements en Asie.

## Le « cas » français

Lorsque fin janvier 2020, [l'OMS annonce](#) une « urgence de santé publique de portée internationale », le gouvernement ne réagit pas. On apprendra ultérieurement de sa propre bouche que la ministre de la santé [Buzyn](#) aurait alerté sur la catastrophe à venir mais qu'elle ne fut pas écoutée. Le 12 février, Macron ferme les écoles mais refuse par idéologie la fermeture des frontières nationales en décrétant que « le virus n'a pas de passeport », un magnifique sophisme puisque ce dernier ne circule que transporté par des hôtes humains.

Quatre jours plus tard on croit rêver, en plein début d'une crise sanitaire majeure on apprend la démission de la ministre de la santé Buzyn pour être candidate aux municipales de Paris, elle sera remplacée par [Olivier Véran](#) un ex-apparatchik du P »S » dont la suffisance n'eut d'égale que l'insuffisance.

Fin février la gabegie continue, l'Italie est [massivement touchée par l'épidémie](#) et commence à confiner, malgré cela le 26 février 3000 [supporters italiens arrivent à Decines](#) en banlieue de Lyon pour assister à un match de foot.

Le 29, à l'issue d'un conseil des ministres consacré au coronavirus et sans en parler à l'assemblée le gouvernement obnubilé par sa réforme des retraites annonce le recours au 49.3.

Toujours aucune prise de conscience de la situation sanitaire.

Pire, Macron se [pavane au théâtre le 06 mars](#) pour encourager les français à continuer de sortir malgré le virus alors que le 11, le gouvernement [italien décide de confiner](#) la population.

En France la gestion de crise est toujours exemplaire, le ministre [Blanquer annonce](#) le 12 mars à 15h37 qu'il n'est pas question de fermer les écoles et à [20h00 Macron annonce la fermeture](#) des écoles !

Le même jour, on apprend la décision de maintenir le [premier tour des élections municipales](#) prévues le 15 mars qui induira plus tard une [hécatombe d'élus](#) victimes du virus.

Le 16 mars l'ex ministre de la santé [Buzyn fait son mea culpa](#) :

« ...je savais dès le 31 janvier que la vague du tsunami était devant nous... »

Cette dernière sera ultérieurement récompensée pour sa brillante prestation par une [nomination à l'OMS](#).

Et enfin le 17 mars, après presque deux mois de « drôle de guerre contre le virus », Macron décrète le confinement total de la population sur tout le territoire, une mesure catastrophique pour l'économie qui coutera environ huit points de PIB à la nation.

A cette date, la population découvre avec stupéfaction que la France, sixième puissance mondiale, est en pénurie de tout, pas de masques, pas de gel, hôpital public exsangue etc. Les soignants se protègent alors avec des [sacs poubelles](#) et des [masques moisis](#).

En mai 2020, l'épidémie semble disparaître progressivement et la vie commence à reprendre son cours.

En Septembre malheureusement, une seconde épidémie se déclare avec un nouveau virus, variant du précédent ayant subi des mutations majeures. Et là tout recommence pour nos brillants dirigeants, la gestion sanitaire par les chiffres repart de plus belle car le système de santé étant toujours à genoux, il faut à tout prix éviter de saturer le nombre de places en réanimation toujours très limité.

Cette situation est liée à une politique délétère menée depuis environ 40 ans qui a conduit à la [mise au tapis de notre système de santé](#). Mais pourquoi avoir détruit ce dernier ?

## **Pourquoi notre système de santé performant a t'il été quasi détruit ?**

La raison principale est à rechercher du côté des élites post-gaulliennes européistes et mondialistes dont les politiques successives nous ont conduit vers le précipice. Une première phase préparatoire a eu lieu avec la privatisation du système bancaire par la [destruction du circuit du trésor](#) qui était auparavant au service de l'état. Le virage décisif vers la catastrophe fut effectué par François Mitterrand dont Charles De Gaulle cité par [Peyrefitte](#) avait dit « *S'il prend le pouvoir, il provoquera la pagaille* » [2].

Après avoir échoué à mettre en place son programme social, Mitterrand persistait à vouloir à tout prix laisser son nom dans l'histoire. En grand mégalomane, il se mit en recherche d'un nouveau projet d'envergure pour la suite de son mandat.

Il décida alors de se tourner vers la construction européenne, le fameux fantasme dénoncés par le général De Gaulle de ceux qui criaient : « *L'Europe, l'Europe en faisant des sauts de cabri* ».

Trois erreurs majeures furent ensuite commises dont deux effectuées par Mitterrand, elles furent alors suivies par ce que l'on peut appeler un coup d'état.

Le projet supranational de la future Union Européenne fut initié par [Jacques Delors](#) avec l'[acte unique en 1986](#) qui imposa la libre circulation des capitaux, marchandises et individus dans la zone des pays adhérents, ce fut la première erreur.

La seconde erreur fut illustrée en 1992 par le [traité de Maastricht](#) préparant l'avènement d'une monnaie unique pour des pays à l'économie divergente, un non sens économique notoire.

L'erreur suivante fut commise en 2004 avec le [cinquième élargissement de l'Union Européenne](#) à des ex-pays de l'est à bas salaires dont les vraies raisons étaient de les faire entrer dans l'OTAN permettant ainsi de se conformer aux intérêts géopolitiques et économiques du dominant américain.

L'estocade fut plantée par le coup d'état de 2008 avec [Sarkozy allié au parti socialiste](#) violant le résultat du référendum de 2005 où les français s'étaient opposés à la ratification de la constitution européenne. Cette ratification rappela furieusement le vote des [pleins pouvoirs à Pétain en 1940](#).

La séquence complète du processus de 2008 est explicitée dans cet article [ici](#), la liste des parlementaires traîtres à la nation de droite et de gauche [ici](#), et leurs prédécesseurs de [1940 est rappelée ici](#).

Le résultat de ces 40 années de politique européenne néolibérale fut la destruction partielle de l'industrie française, la revente à des nations soit disant amies de pans entiers d'activités stratégiques comme par exemple [Alstom Énergie](#), un chômage structurel insoluble et une [dette pharaonique](#) en augmentation permanente.

Les mêmes qui nous ont placés dans cette situation nous martèlent aujourd'hui que la situation que l'on vit ne peut être améliorée qu'à condition d'effectuer les fameuses réformes structurelles chères aux idéologues bruxellois ([GOPé](#)). Sous prétexte de compétitivité et de réduction des déficits, ces réformes consistent notamment à détruire le droit du travail, diminuer drastiquement les dépenses publiques avec en particulier pour ce qui nous intéresse ici les dépenses de santé. On a entendu Macron claironner qu'il va relocaliser des activités stratégiques mais il s'agit comme toujours d'annonces stériles qui n'aboutiront jamais (vidéo « Trouble Fait » [ici](#)).

Depuis plus de quinze ans, les conditions de travail dans l'hôpital se sont dramatiquement dégradées en relation avec une politique de restrictions budgétaires décidée par les gouvernements successifs sur les injonctions consenties de l'Union Européenne (Avox [part1](#), [Part2](#)).

Le principe directeur décidé pour réduire les coûts du système de santé fut de le dimensionner au plus juste afin qu'il soit utilisé en flux tendu c'est à dire avec un taux d'occupation des équipements en permanence proche de 100%. On commença alors par des fermetures massives de centres de soins dans tout le pays, puis on mit en place un système de management des services hospitaliers inspiré de celui des entreprises privées américaines. On vit alors de jeunes diplômés d'HEC venir expliquer à des chefs de services expérimentés les « bonnes » méthodes de management. C'est dans ce cadre que fut appliquée la fameuse [T2A ou tarification à l'acte](#) qui lie le budget alloué à un service à son volume d'activité. Cette T2A induisit des effets pervers scandaleux comme la multiplication d'interventions chirurgicales inutiles. En effet dans le cas d'un bloc opératoire, si ce dernier ne fonctionne pas en quasi permanence, alors son budget sera réduit ou au pire il sera fermé. Citons un autre exemple significatif avec des économies sur [le nettoyage des zones de soins qui provoqua](#) une prolifération des [infections nosocomiales](#) et en particulier, c'est un comble, [celle de la Covid](#).

Au niveau global, plus de [100 000 lits d'hôpital ont été supprimés](#) dans les 25 dernières années et cela s'est poursuivi sous le régime Macron avec [3400 lits de moins](#) en 2019.

Le résultat de cette politique d'austérité n'a pas tardé à se faire sentir dans les classements internationaux des systèmes de santé. En 2000 la France était [classée numéro 1 mondial par l'OMS \(Liste\)](#) et en 2005 nous étions encore en tête du classement EHCI pour [dégringoler à la 11e place Européenne en 2019](#) et [16e mondial](#).

A l'orée de la crise COVID, le système de santé était donc déjà au bord de la rupture. Les soignants en première ligne étaient en crise grave depuis des années comme en témoignèrent les grèves et manifestations

de ces derniers durant toute l'année 2019 sur fond de répression policière massive du [mouvement des gilets jaunes](#). Malgré cela, pendant et après la crise la destruction de notre système de soins [s'est poursuivie](#) comme si de rien n'était.

L'un des principaux facteurs aggravant de la crise COVID concerne le nombre de lits de réanimations au nombre de 5 433 fin décembre 2019. En août 2020, Véran annonce avec aplomb que si la situation l'exige ce nombre [pourra être rapidement porté à 12000](#). Or en janvier 2021, après deux épidémies le nombre de lits [est de 6 733, soit 24% de plus en un an](#). Contrairement aux apparences, [aucun lit supplémentaire n'a été créé](#), ce nombre a été obtenu en transformant des lits existants mis à niveau pour faire de la réanimation. A titre de comparaison, la France possède [70% de lits de réanimation par 100 000](#) habitants de moins que l'Allemagne, soit 20 en France pour 34 en Allemagne.

L'une des seules décisions positives à mentionner concerne la création en 2012 de l'[IHU Méditerranée-Infection](#) spécialisé dans l'étude des maladies infectieuses. Ce centre sous la direction de [Didier RAOULT](#) unique en Europe regroupe sur un même site des soignants, des chercheurs et des enseignants. Ce pôle a ainsi pu cumuler une énorme somme de connaissance sur les maladies infectieuses.

Même si la propagande gouvernementale relayée par les médias mainstream fut chargée de faire croire l'inverse, on a constaté qu'à chaque étape de la crise l'élite au pouvoir a systématiquement fait les mauvais choix pour la population.

Cependant, ces choix ne furent pas délétères pour tout le monde car dictés par les intérêts des grandes entreprises du médicament.

## Le business model des multinationales du médicament

Principalement américaines, les multinationales du médicament règnent presque sans partage sur le système de santé occidental grâce à leur puissance de feu qui mène un lobbying continu et dévastateur.

Leur « business model » est très simple, il faut sans cesse vendre en masse de nouveaux médicaments à prix d'or justifiés par les frais de R&D mais surtout dans le but d'arroser copieusement les actionnaires.

L'efficacité des médicaments est secondaire, le seul objectif est de faire du chiffre et surtout des marges stratosphériques.

Il n'a pas échappé à ces entreprises que la crise Covid mondiale était une opportunité exceptionnelle pour faire des profits pharaoniques puisque le nombre de clients potentiels se chiffre en centaines de millions d'individus.

Vu sous cet angle, il est hors de question que des médicaments anciens tombés dans le domaine public fassent concurrence à de nouvelles molécules prétendument développées spécifiquement contre une maladie.

Une discipline récente appelée « agnotologie » [3] étudie les processus de désinformations qui permettent de mettre en doute toute information quelle que soit son niveau de robustesse scientifique. C'est l'industrie du tabac qui a mis au point ces techniques très efficaces en instrumentalisant la science (voir ce très bon reportage d'Arte [ici](#)).

Dès l'origine de la crise, Big Pharma avec l'aide de scientifiques stipendiés et autres « conseillers » introduits dans les centres de décisions a donc efficacement œuvré pour décrédibiliser tout traitement basé sur des molécules anciennes, bon marché et sans dangers. On pense évidemment au couple azithromycine/hydroxychloroquine d'un coût de quelques Euros la boîte [très utilisé dans le monde](#) (ex : [cas du Sénégal](#)) et plus récemment l'[ivermectine](#) (8.50 € la boîte) dont l'[efficacité est démontrée](#). Cette désinformation a également été relayée par quelques blogueurs et youtubeurs de bonne foi, idiots utiles du système.

D'autres traitements plus récents prétendus efficaces et novateurs furent en revanche mis en avant, on fit donc le prosélytisme de médicaments tels que le Remdesivir à [2000 € la dose](#) ou des anticorps monoclonaux à [1000 € la dose](#).

L'OMS a tout de même officiellement [déconseillé l'utilisation du Remdesivir](#) car inefficace pour la Covid et présentant des effets secondaires potentiels graves.

## Débat médical, des hommes libres contre les médecins stipendiés par Big Pharma

La population médicale est scindée en trois pôles avec un groupe majoritaire plus ou moins silencieux constitué de la masse des soignants hospitaliers et médecins de ville qui sont en première ligne, ils subissent la crise avec les conséquences d'une vingtaine d'années de politique d'austérité.

Dans le second groupe, on trouve des [« experts » de plateaux TV](#) n'ayant pas croisé un patient depuis leur fac de médecine. Ces derniers sont en général des carriéristes le plus souvent corrompus par Big Pharma dont certains conseillent le gouvernement dans la plus grande opacité. Leur incompétence et leurs conflits d'intérêts expliquent en partie les erreurs systématiques commises à chaque étape par le pouvoir.

Et enfin, dans le dernier groupe plus restreint on trouve des soignants de terrains ou des chercheurs intègres qui contestent courageusement les positions des précédents sur des bases scientifiques et qui en représailles sont harcelés par les pouvoirs en place. C'est dans ce groupe que l'on trouve les véritables chercheurs de terrain qui font avancer la connaissance sur le virus en publiant leurs résultats dans des revues à comité de lecture. A noter cependant que ces revues arrivent parfois à se faire noyauter par des imposteurs liés à des groupes d'intérêts privés, citons le fameux scandale du [LancetGate](#).

L'armée des soignants hospitaliers et des médecins généralistes fut donc confronté à une épidémie d'une intensité très supérieure à celle de la grippe en raison de la très forte contagiosité du virus. Cependant, même si un assez grand nombre de cas s'avèrent très sérieux avec des centaines de personnes en réanimation, la mortalité ne concerne que les populations les plus âgées et les plus fragiles. Dans cette population, la moindre infection quel qu'en soit sa nature peut avoir de graves conséquences.

Les [études INSEE](#) montrent que la mortalité a très peu augmenté en 2020, de l'ordre [de +3.66%](#) par rapport à 2019. Cette dernière n'a pas bougé pour les moins de 65 ans, elle a en revanche concerné les personnes très âgées avec [78% des décès au delà de 75 ans](#). Ces dernières ont bien été étiquetées « décédés de la Covid », mais étant fragiles et souvent atteintes de comorbidités, elles avaient une faible espérance de vie. Par ailleurs chaque année voit arriver une nouvelle cohorte de personnes âgées fragiles issues du « papy-boom ». Difficile dans ces conditions de considérer que la Covid fut réellement très meurtrière.

Dans tous les cas de figure, nous avons vu que le taux de décès aurait probablement été moins élevé si l'[on avait soigné les malades](#) et en particulier si la médecine de ville n'avait pas été [ostensiblement ignorée](#).

Cette grille de lecture explique alors tout ce que l'on observe dans le pseudo débat médiatique, en effet coté Big Pharma le seul objectif est de faire des gains financiers en vendant à prix d'or des médicaments qui ne valent pas un clou. Rappelons le [scandale absolu du Remdesivir](#) avec une commission européenne égale à elle même qui s'est fait escroquer avec notre argent d'un [milliards d'Euros par Gilead](#).

Du coté des quelques chercheurs intègres, on ne connaît que le [serment d'Hippocrate](#) qui dicte d'abord de « ne pas nuire » et ensuite de placer le malades au centre du système.

Citons d'abord le [professeur Perrone](#) qui s'est fait connaître à travers deux ouvrages sans concessions parus en juin 2020 et mars 2021 [7]. Ses courageuses prises de position lui ont [couté son poste de chef de service](#) de l'hôpital de Garches. Ce dernier a en effet été démis de ses fonctions par le haut fonctionnaire [Martin Hirsch](#) directeur de l'APHP « Rastignac de la santé » et [fossoyeur de l'hôpital public](#).

En second lieu, [Louis Fouché](#), un médecin réanimateur inspiré par son grand père résistant ayant participé à la mise en place du [réseau Mithridate](#) en 1940. Ce dernier a monté une association « [RéinfoCOVID](#) » [4] avec pour objectif de proposer une information scientifique alternative à la propagande gouvernementale relayée par la mainstream.

A la tête des résistants on trouve évidemment le [Professeur Didier Raoult](#), l'un des rares scientifiques français à véritablement faire de la recherche sur le virus avec son équipe de l'IHU Méditerranée [5].

A l'IHUM, la recherche est associée avec la prise en charge de plusieurs milliers de malades depuis le début

de la crise, les indicateurs chiffrés de l'IHU sont [ici](#). Le retour d'expérience de cet établissement est donc d'un volume exceptionnel et unique en France.

A ce stade, revenons sur la polémique créée de toutes pièces sur le protocole Hydroxychloroquine (HCQ)/azithromycine sur lequel l'efficacité est aujourd'hui avérée, citons la méta-analyse la plus représentative [ici](#). Même si le pourcentage de diminution des effets graves et de la mortalité n'est pas encore connu avec précision, l'ordre de grandeur vraisemblable est de 30 à 50%.

*Répétons encore une fois que l'efficacité de l'HCQ est optimale à condition de l'administrer précocement et aux bonnes doses, de plus son association avec l'Azithromycine amplifie encore l'efficacité du traitement.*

Malgré le fait que l'HCQ soit un médicament [prescrit à des millions de personnes](#) avec 70 années de recul, ses détracteurs tentent de faire croire à sa toxicité en choisissant pour étayer leurs thèses des études négatives pour la plupart biaisées.

Ensuite, [Discovery](#) et E-Covid les deux principaux essais français officiels sur ce traitement ont été stoppés prématurément sans raisons valables (analyse [ici](#)), de plus ces essais ne prenaient pas en compte les bons dosages. On remarque que le coordinateur de Discovery est un certain [Yazdan Yazdanpanah](#), par ailleurs membre du conseil scientifique. On remarque que ce dernier possède des liens d'intérêts avérés avec Gilead, voir [ici](#), [ici](#) et [ici](#).

Avec la complicité de la presse poubelle ayant à sa tête le « [torche c..](#) » [Libération](#) qui traîne régulièrement dans la boue le professeur Raoult, on a reproché aux études publiées par l'IHUM de ne pas avoir été réalisées en double aveugle avec des résultats statistiques, c'est à dire avec un groupe auquel on n'administre qu'un placebo.

Dans la situation d'urgence qui caractérisa cette crise, Didier Raoult a considéré que le serment d'Hippocrate imposait en priorité à tout médecin de soigner ses patients. N'en déplaise à certains analystes statisticiens qui se croient scientifiques, il n'était pas acceptable de risquer de laisser mourir sciemment une horde de malades pour obtenir une information chiffrée plus précise sur les effets de ce traitement.

Une situation d'urgence ne permet pas la recherche sur le temps long, il faut agir rapidement.

Le cas de l'Ivermectine, probablement encore plus efficace que l'HCQ semble suivre le même chemin avec des tentatives massives et fructueuses de désinformations de Big Pharma, voir [cet article ici](#).

Pour avoir une bonne synthèse de la situation en terme de traitements préventifs ou curatifs sur la Covid, on ne peut que conseiller de visualiser l'excellent documentaire « [Mal traités](#) » réalisé par Alexandre Chavouet [6]. On conseillera également l'exposé du Pr [Perronne invité en février 2021 à l'IHUM](#) intitulé « Analyse critique des traitements de la COVID-19 ». Un autre article [ici](#).

On comprend ainsi la panique du gouvernement devant la crise du Covid avec un système hospitalier exsangue mis à terre par sa propre politique et celle de ses prédécesseurs. Ce dernier en est réduit à piloter une politique sanitaire en fonction du nombre de lits restants et du peu de places disponibles en réanimation. Macron étant un [pur produit de l'oligarchie néolibérale](#), il va favoriser systématiquement les grands laboratoires dans ses prises de décision, manifestement bien épaulé dans ce sens par un [conseil scientifique](#) dont les liens d'intérêts *déclarés* sont [plus que significatifs](#). On apprend également en janvier que pour la gestion de crise, le gouvernement s'est appuyé avec des fonds publics sur le cabinet de conseil américain [McKinsey](#), une vieille connaissance de Macron qui l'avait déjà aidé à établir...son programme électoral ! N'a-t'on pas suffisamment d'experts en principe compétents chez nos hauts fonctionnaires payés à pris d'or pour s'adresser à un cabinet privé ?

## Le cas Macron, les élites françaises et l'UE

Le président Macron a certes été légalement élu en 2017 mais en ce qui concerne [sa légitimité](#) c'est une autre question.

Avec les destructions systématiques des services publics, droits du travail et retraites « recommandées » par les [GOPÉ](#) Bruxelloises et autres donneurs d'ordres du MEDEF, ce dernier suivait tranquillement sa feuille

de route lorsque survint la crise du Covid. Le bilan des erreurs systématiques commises lors de la première épidémie fut très bien documenté par Christian Perrone dans son ouvrage paru en juin 2020 « *Y a t'il une erreur qu'ils n'ont pas commise ?* » [7].

Lors de la seconde épidémie ayant démarré en octobre, Il n'y avait donc pas de raisons que ce gouvernement fasse mieux . On continua à interdire de soigner les malades avec les anciennes molécules sans intérêts financiers pour Big Pharma.

Coté prévention, ce fut la même chose, le triptyque Zinc, vitamines C et D [6, op. cit.] très efficace a été ostensiblement ignoré préférant continuer à tout miser sur les confinements et autres gestes barrières en attendant le nouveau saint Graal annoncé avec tambour et trompette, à savoir le vaccin !

La question de l'efficacité des confinements totaux ou partiels se pose également comme le montre l'étude du grand épidémiologie britannique [John Loannidis](#) (Lien [ici](#) et vidéo [ici](#)).

Après les 190 Milliards de perte en PIB et 400 000 chômeurs de plus en 2020 provoqués par le premier confinement, le gouvernement ne prend même pas la peine d'effectuer la moindre étude sur le ratio bénéfique/couts des mesures de confinement, en gros on confine parce-que d'autres le font. Si l'inutilité de ces mesures violentes et liberticides est avérée, alors les énormes dégâts économiques et sociologiques induits auront été parfaitement inutiles.

La cinquième République étant basée sur le pouvoir de décision d'un seul homme, il est impératif d'analyser de plus près le profil de ce dernier afin de comprendre quels sont ses forces et faiblesses puisque tout repose sur lui.

Nonobstant ses liens notoires avec le monde de la finance et des multinationales, on peut également soupçonner qu'il fut incapable de conceptualiser une vision globale de la situation en dégagant de la masse informative contradictoire les points saillants permettant de nourrir les bonnes décisions.

Cette [carence intellectuelle](#) manifeste est confirmée par l'observation de son parcours scolaire où l'étudiant Macron a échoué au moins [deux fois](#) au concours d'entrée à l'École Normale Supérieure (ENS) et une fois à l'ENA. On décompte ainsi au minimum trois échecs successifs même si Macron a probablement réussi à faire disparaître un quatrième échec de sa biographie, [Juan Branco écrira](#) qu'il « *consacra 5 années de sa vie à tenter d'arracher l'un des concours de la République* » [8].

On apprend aussi au passage qu'il était plutôt doué pour la rhétorique et les longues digressions stériles préfigurant à coup sur ses futures logorrhées télévisuelles.

En ce qui concerne son staff de collaborateurs, ministres et autres conseillers, il prit soin de choisir des individus ne risquant pas de lui faire de l'ombre comme l'illustre le niveau particulièrement bas de l'équipe gouvernementale. Un erreur de casting fut cependant effectuée avec son premier ministre initial qui le devançait régulièrement dans les sondages. Cette erreur fut réparée avec l'arrivée du très charismatique Jean Castex.

Citons au passage les employés de la « start-up nation » que sont les députés godillots LREM de l'assemblée recrutés uniquement pour voter les mesures décidées par le chef, surtout ne pas penser il suffit d'appuyer sur le bon bouton, un simple geste semblant [parfois déjà au delà de leurs capacités](#) !

Du coté du processus de décision, l'opacité la plus totale règne au sommet de l'état sur la genèse des mesures liberticides lourdes décidées. Hormis le cabinet américain Mac Kinsey déjà cité, nous avons ensuite le fameux comité scientifique qui ne pense qu'à confiner et le fameux conseil de défense où se prennent les décisions [sans le moindre compte-rendu](#) afférant, un [recours vers le conseil d'état](#) pour illégalité de ce processus a été déposé.

« *Lorsque l'on a qu'un marteau dans sa boîte à outil, tout ressemble à un clou !* »

Cet aphorisme de Maslow fut parfaitement vérifié par nos décideurs pour qui la seule politique possible consistait en des confinements récurrents dont l'efficacité est incertaine et en la croyance au « [tout vaccin](#) » basée sur des produits de nouvelles technologies testés à la va vite afin de générer des profits immédiats.

On vit ensuite le gouvernement français se référant sans cesse aux recommandations de l'AEM ou [Agence Européenne du Médicament](#) pour établir sa politique de lutte contre la maladie justifiant ainsi l'interdiction des fameuses molécules dites controversées violant la liberté de prescrire et le sens de la responsabilité des

médecins généralistes (vidéo [ici](#)). On se réfèra alors à nouveau à l'AEM pour la mise sur le marché des vaccins, comme par hasard tous occidentaux. Comme on peut s'y attendre, les membres de l'AEM sont également en [conflit d'intérêts flagrants](#) sans parler de la corruption de [certains députés européens](#).

Évoquons enfin l'Union Européenne, un ramassis d'incompétents surpayés qui s'est comme d'habitude illustrée par son imbécilité et sa soumission aux lobbies pharmaceutiques, on rappelle que Bruxelles est un [énorme repaire de lobbyistes](#) de tous poils qui y font la pluie et le beau temps comme l'a rappelé Philippe De Villiers [9].

Avec l'arnaque du Remdesivir déjà évoqué et le [milliard d'Euros jeté par la fenêtre](#), la commission s'illustre ensuite avec une négociation groupée pour l'achat de vaccins avec les résultats que l'on sait au vu des [retards de livraisons constatés](#).

Terminons ce tour d'horizon des exploits de l'Union Européenne avec le fameux plan de relance économique européen vanté par l'exécutif qui est en réalité une [magnifique arnaque pour la France](#). Elle va en effet emprunter en son nom au minimum 80 Milliards pour en recevoir en retour seulement 40 et qui plus est sous condition de reprogrammer les fameuses réformes structurelles telles que celle des retraites, des privatisations, etc.

## La question des vaccins COVID

La situation des vaccins Covid développés à toute vitesse est de même nature que pour tout nouveau médicament mis sur le marché, il s'agit d'une question de rapport bénéfice-risque. Si l'on prend en exemple le vaccin [DTP](#) classique dont l'innocuité et l'efficacité a été prouvée depuis plus de 60 ans et dont on connaît parfaitement les effets, chacun peut se faire vacciner sans risques.

En revanche, le problème est entièrement différent avec les vaccins développés en catastrophe contre la Covid avec en premier lieu une [efficacité douteuse](#). Les bonnes raisons invoquées pour vacciner en masse avec l'aval de l'AEM concernent l'urgence sanitaire mais les vraies raisons sont aussi liées aux gains fabuleux liés à la vaccination, un potentiel se chiffrant en milliards de doses qui correspondent à des dizaines de milliards de dollars de gains financiers.

Le processus de validation administratif des médicaments par l'AEM est risible, en effet il consiste à [étudier les documents de tests fournis par les industriels](#) eux mêmes, l'agence n'ayant manifestement pas les moyens de faire des tests indépendants par elle même. On constate par ailleurs que ces agences ont fait plus de zèle pour interdire parait il préventivement les traitements à base d'anciennes molécules inoffensives. Nous avons appris par ailleurs que la commission européenne a signé des accords parfaitement [opaques et assez juteux](#) pour la fourniture de vaccins avec des grands labos, et cerise sur le gâteau, la *responsabilité des laboratoires est défaussée sur les gouvernements* en cas d'effets secondaires graves et imprévus, vidéo [ici](#).

Sans entrer en détail dans la polémique sur les vaccins Covid et le spectre du passeport vaccinal, contentons nous de préciser que les vaccins à priori les moins dangereux sont de type classiques comme le vaccin Chinois, cependant tout ce qui ne vient pas d'occident est suspect et [on freine la diffusion de produits russes ou chinois](#) pour des raisons politiques.

Les vaccins à ARN messagers sont issus d'une nouvelle technologie avec laquelle nous n'avons aucun recul. Rappelons à toutes fins utiles la question du vaccin hépatite B et de son [lien avec la sclérose en plaques](#) qui fait polémique depuis plus de 20 ans.

La synthèse de Didier Raoult sur la question des vaccins [ici](#).

Vacciner toute une population en bonne santé avec des produits sur lesquels nous n'avons quasiment aucun recul présente un risque inouï, [les premiers bilans sont par ailleurs plus qu'inquiétants](#). En revanche pour les populations à hautes comorbidités ou très âgées, le ratio gain potentiel sur risques semble en faveur du vaccin. Reste à déterminer celui ou ceux qui sont les moins dangereux et proposer le choix à la population après l'avoir dûment éclairée sur tous ces paramètres, situation dont nous sommes très loin.

## Conclusion

Pour ceux qui en doutaient encore, la crise Covid a démontré une fois de plus l'incompétence totale et hélas habituelle depuis une quarantaine d'années des dirigeants au pouvoir. Cette impéritie concerne aussi bien les élites nationales que celles de l'Union Européenne.

La libre circulation des capitaux et des marchandises associée à l'erreur majeure de l'introduction de l'Euro ont induit la désindustrialisation de la France par des délocalisations au profit de pays qui pratiquent le dumping social. Cette désindustrialisation fut à son tour la source d'un chômage massif qui fut associé à des baisses de contributions pour les entreprises afin d'améliorer en théorie leur compétitivité sur des marchés à la concurrence faussée.

Les baisses de revenus pour les services publics ont ainsi induit des déficits budgétaires transformés en dette qui ont à leur tour conduit à des politiques d'austérités, en particulier pour les services de santé.

Avec des objectifs affichés d'efficacité, les méthodes de management issus du privé imposées à l'hôpital ont eu pour conséquence de réduire drastiquement l'efficacité du système de santé. La politique de flux tendu a alors rendu impossible toute gestion de crise exceptionnelle.

C'est dans ce contexte catastrophique qu'est apparue la crise Covid qui a mis en relief les erreurs de doctrine appliqués depuis 1/2 siècle et qui se poursuit sous le régime Macron, un président bas de plafond [mis en place par l'oligarchie](#) et entouré de figurants. Sans surprises, ce gouvernement a pris les mauvaises décisions à chaque étape de la crise expliquant la lamentable [22ième place de la France](#) au classement du nombre de décès pour 100 000 habitants.

Pour économiser quelques milliards d'un coté avec des plans d'austérité successifs, notre brillante élite n'hésita pas à en dépenser plusieurs centaines en créant de la nouvelle dette avec des processus de confinement lourds en espérant éviter la saturation d'un système de santé atrophié par leur faute.

Des traitements efficaces et sans dangers peu rentables pour les multinationales du médicament furent interdits au profit de traitements chers, dangereux et inopérants.

Cette nouvelle débâcle se terminera en apothéose avec la politique du « tout vaccin » qui autorise à la va vite l'injection à des millions de personnes de produits de nouvelles technologies testés à minima par les fabricants. Ces derniers après avoir empoché les dividendes se sont assuré au préalable qu'en cas d'effets secondaires graves découverts ultérieurement, ce seront les états qui paieront les dégâts.

L'illustration de la privatisation des gains et de la mutualisation des pertes est ainsi une fois de plus vérifiée comme dans le cas de la [crise de 2008](#), le seul point positif à mettre au crédit de cette crise concerne le coup d'arrêt mis aux réformes iniques lancées par le régime Macron.

Pour se débarrasser de cette coterie qui sévit depuis si longtemps, il faut d'abord réveiller les consciences endormies pas la propagande étatique relayée par les médias aux ordres afin de les balayer par voie électorale.

Le premier acte d'un nouveau gouvernement sera de lancer un énorme plan social pour drainer le marais de la haute administration. La phase suivante consistera à sortir la France du carcan européen et de la monnaie unique afin de reprendre en main notre propre destin.

## Liens

[1] [Juin 40, l'étrange défaite des élites des années 1930](#) (Sur ce site)

[2] [« C'était De Gaulle » Tome 3](#) – Alain Peyrefitte

[3] La fabrique de l'ignorance (Reportage Arte) – 2021

[4] Site REINFOCOVID [ici](#) créé par Louis FOUCHE

[5] IHU Méditerranée, chaîne Youtube [ici](#).

[6] Mal traités – documentaire d'Alexandre CHAVOUET – décembre 2020

[7] « Y a t'il une erreur qu'ils n'ont pas commise ? » (06/2020) « Décidément Ils n'ont toujours rien compris ! » (03/2021) – Christian Perronne.

[8] « Crépuscule » – Juan BRANCO – 2020

[9] [« Le moment est venu de dire ce que j'ai vu »](#) – Philippe De Villiers (2015)

Lien sur cet article :

<https://zevengueur.wordpress.com/2021/06/30/covid-19-letrange-defaite-des-elites-des-annees-2000-un-air-de-juin-40/>